

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, la question de la situation financière de l'Association des employeurs maritimes n'a été abordée à aucune des réunions auxquelles j'ai assisté.

* * *

L'IMMIGRATION

LES RÉFUGIÉS VIETNAMIENS—LA DEMANDE AMÉRICAINE D'ACCUEIL AU CANADA—LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Stanley Haidasz (Parkdale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration si les États-Unis, d'autres gouvernements ou des organismes internationaux ont demandé au gouvernement canadien d'accueillir un certain nombre de réfugiés vietnamiens qu'ils ne sont pas en mesure de recevoir eux-mêmes et, si tel est le cas, que compte faire le gouvernement?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Depuis ce matin, monsieur l'Orateur, le gouvernement a consenti à accueillir quelque 2,000 réfugiés vietnamiens qui ont été transportés par avion aux États-Unis ou dans des territoires américains, et ce, à la demande du gouvernement américain; le gouvernement canadien a également accepté d'accueillir jusqu'à 1,000 réfugiés qui se sont rassemblés dans des villes en dehors du Vietnam, comme Bangkok et Hong-Kong. Il y a aussi des personnes qui y parviennent maintenant après avoir fui vers la Thaïlande ou ailleurs.

Je dois ajouter que ce chiffre de 3,000 s'ajoute à l'engagement pris à l'égard de parents de répondants canadiens ou d'immigrants reçus au Canada, bien que franchement et malheureusement dans ce dernier cas, il soit fort douteux qu'un grand nombre d'entre eux aient effectivement quitté le Vietnam et viennent ici. J'ai appris qu'il y en a environ 82 à Guam et 10 dans l'île de Wake. Nous envoyons une équipe de fonctionnaires de l'Immigration et du personnel médical pour travailler en collaboration avec les Américains à ces endroits, notamment en ce qui concerne les parents de Canadiens qui ont signalé leur arrivée à ces endroits.

M. Haidasz: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre si le gouvernement canadien fera des démarches auprès du nouveau gouvernement au Vietnam du Sud afin que les parents de Vietnamiens canadiens soient autorisés à venir s'établir ici?

● (1430)

M. Andras: Monsieur l'Orateur, je laisserai à mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le soin de répondre à cette question.

* * *

L'INDUSTRIE

MICROSYSTEMS—LA QUESTION DU RECOUVREMENT DES INVESTISSEMENTS GOUVERNEMENTAUX—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LA RESPONSABILITÉ DE NORTHERN ELECTRIC

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Peut-il nous dire s'il essaie de récupérer les 37 millions de dollars et plus qui ont été

Questions orales

investis par le gouvernement canadien dans la compagnie Microsystems?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous essayons de nous faire rembourser le prêt de quelque 7 millions de dollars que nous avons accordé, mais le solde d'une trentaine de millions comprenait des subventions conditionnelles et c'est pourquoi il était remboursable avec intérêt. Le député n'ignore pas que la compagnie Microsystems a perdu environ 45 millions de dollars et il est donc très peu probable que nous obtenions le moindre cent.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre une question supplémentaire. Comme il semble que la compagnie Northern Electric va récupérer l'actif et ne va pas perdre un cent de ses investissements dans la compagnie Microsystems, le ministre peut-il nous dire s'il espère récupérer une partie de l'argent de Northern Electric?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je le répète, j'espère pouvoir négocier et récupérer une bonne part sinon la totalité du prêt de 7 millions de dollars.

M. l'Orateur: La parole est au député de Waterloo-Cambridge pour une dernière question supplémentaire.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, vu les grosses sommes d'argent qui ont été investies dans cette compagnie et la façon plutôt désastreuse dont cet argent a été perdu, le ministre va-t-il mener une enquête ou charger un comité d'étudier l'affaire de la Microsystems et ses rapports avec la Northern Electric afin de découvrir pourquoi tant d'argent a été perdu et s'assurer que cela ne se reproduise pas.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, nous avons eu bien sûr des entretiens avec les représentants de la Northern Electric et de la compagnie Microsystems et nous avons essayé de défendre les intérêts du public. Bien sûr, cette expérience nous servira de leçon, mais le député doit se rendre compte que si le gouvernement soutient les progrès de la technologie, c'est pour deux raisons, soit à cause des risques, soit à cause des sommes en jeu ou les deux. Autrement, ces projets ne seraient pas financés par le secteur privé canadien sans l'aide du gouvernement. Les compagnies de cette envergure comportent bien sûr de très gros risques et on ne peut pas tous les éviter.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

GAZ NATUREL—L'OPPORTUNITÉ D'ENTRETIENS AVEC L'ALBERTA AVANT LA MAJORATION DU PRIX—L'INCIDENCE DE LA HAUSSE SUR LES NÉGOCIATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Est-ce que le ministre ou un fonctionnaire de son ministère a eu des entretiens avec quelqu'un du gouvernement de l'Alberta ou de l'Office de l'énergie de l'Alberta avant l'annonce faite hier d'une hausse de 70 p. 100 du prix du gaz naturel?